

## Appel à propositions

# Journée d'étude "Rénover pour la transition. Approches de sciences sociales des marchés de la rénovation énergétique"

Le 21 mars 2024 à l'École des Mines de Paris

### Contexte et objectifs

Si le secteur de la construction est l'un des tout premiers émetteurs de gaz à effet de serre, les politiques publiques liées à la transition n'y ont pendant longtemps accordé qu'une attention partielle : elles se sont concentrées sur le bâtiment neuf et ont opéré largement par l'édition de réglementations et de normes visant à susciter l'innovation dans la conception et la mise en œuvre. Alors que les exigences de la politique climatique se renforcent et que le stock de bâtiments existants ne se renouvelle que très lentement, leur rénovation énergétique apparaît désormais comme un objectif prioritaire. L'enjeu a été mis en visibilité au niveau Européen en appelant après le covid, dans le cadre du *Green Deal* (2020), à une 'vague de rénovation' (*Renovation wave*). En France, on assiste depuis 2019, à une accélération normative (réforme du DPE et mesures concernant les passoires énergétiques), un relèvement des budgets et des transformations des dispositifs d'aide aux travaux (mécanismes 'Coup de Pouce' des CEE, création de 'MaPrimeRénov'), ainsi qu'à l'instauration d'une infrastructure de connaissances destinée au pilotage du secteur (Observatoire de la Rénovation Énergétique).

Cette importance accordée à la rénovation énergétique fait désormais l'objet d'un large consensus, allant d'acteurs associatifs et militants tenants de versions fortes de la transition, à ceux ayant en charge la précarité et le mal-logement, jusqu'aux acteurs économiques du bâtiment, des équipements et de l'énergie. Ce sont les modalités de déploiement des objectifs de politique publique qui divisent les acteurs et font apparaître controverses, nouvelles entités et effets inattendus, tant au moment de l'élaboration des instruments que de leur mise en œuvre. Si l'innovation technique et commerciale conserve dans ce domaine une place importante, d'autres enjeux sont devenus prégnants, notamment : l'efficacité globale des démarches de rénovation énergétique (mise en œuvre de « rénovations complètes » par opposition à des « travaux mono-gestes »), la montée en compétence et la coordination de la multitude de petites entreprises artisanales engagées dans ces chantiers, la capacité d'accompagnement des ménages dans la définition et le pilotage de prestations complexes.

L'objectif de cette journée d'étude sera d'aborder ces enjeux au travers de la focale de la recomposition des marchés. En effet, le secteur de la rénovation ne constitue pas un marché unique et offre, du fait des modalités de déploiement des politiques de rénovation, un terrain ouvert à de multiples arrangements marchands. Cette journée d'études vise à favoriser la rencontre et l'échange entre les recherches de sciences sociales menées actuellement sur le thème de la rénovation. Elle est ouverte à diverses approches de sciences sociales : par le marché, les organisations, le travail, les politiques publiques, l'espace, la consommation, etc.

### Thématiques

Les propositions pourront porter sur *les reconfigurations en cours des écosystèmes marchands de la rénovation*. Quelles dynamiques connaissent actuellement les marchés des prestations et des matériaux ? Comment les marchés du travail s'adaptent-ils à ces évolutions ? Quelles sont les innovations de pratiques et les nouvelles formes de coopération économique entre acteurs qui se développent avec l'accroissement de la demande de rénovation ? Quels sont les intermédiaires et les experts qui émergent dans ce contexte ? Quelles sont les nouvelles imbrications entre marchés (investissement, logement, immobilier) qui émergent, et comment émergent-elles ? Comment les frontières entre le marchand et le non marchand se redessinent-elles, notamment avec la montée de l'auto-rénovation ? Les injonctions récentes à la sobriété donnent-elles lieu à l'émergence de dispositifs marchands spécifiques ?

On pourra également s'interroger sur *les modalités de l'intervention publique dans l'organisation des marchés liés à la rénovation*. Comment les politiques publiques conduisent-elles à mobiliser et agencer une pluralité d'instruments (réglementations, labels, CEE, mesures fiscales, prêts à taux réduits, instruments de diagnostic...) ? Comment les acteurs économiques s'approprient-ils ces instruments ? Comment les différents niveaux de l'action publique (législateur, administrations centrales, agences, collectivités locales ...) s'articulent-ils autour de ces enjeux ? Comment s'appuient-ils sur des acteurs associatifs et des intermédiaires marchands pour mettre en place les démarches « d'accompagnement » à la rénovation propres à satisfaire leurs objectifs de politique publique ?

Enfin, on pourra centrer l'attention sur *les publics de la rénovation* et sur la manière dont ils se positionnent dans les écosystèmes marchands qui y sont liés. Comment les ménages appréhendent-ils une injonction à rénover qui apparaît souvent comme un investissement sans retour économique à court terme ? Comment se repèrent-ils dans l'univers foisonnant de l'offre en matière de rénovation et comment appréhendent-ils le système des aides publiques qui leur est proposé ? Quelles sont les stratégies suivies par les opérateurs du logement collectif ? De quelle manière les copropriétés parviennent-elles à définir les logiques d'actions nécessaires pour engager des travaux menant à des rénovations performantes ?

### **Modalités de participation**

Cette journée d'étude est organisée dans le cadre du projet [PREMOCLASSE](#), un projet ANR mené en partenariat entre [EDF R&D](#), le [CSI-i3](#) et le [CIRED](#).

Elle aura lieu à l'École des Mines de Paris (60 bd Saint Michel, 75006 Paris) le jeudi 21 mars 2024, de 9h00 à 17h30.

Les propositions de communication devront comporter un résumé d'environ une page décrivant la recherche qui sera présentée : problématique, terrain d'enquête, principaux arguments et résultats. Elles sont à adresser au plus tard le 18 décembre par mail (adresse ci-dessous). Les organisateurs de la journée reviendront vers les proposant au plus tard le 15 janvier 2024 pour valider les communications retenues et préciser les modalités d'intervention.

Pour toute demande d'information, merci de contacter les organisateurs de la journée :

[catherine.grandclement@edf.fr](mailto:catherine.grandclement@edf.fr), [alexandre.mallard@minesparis.psl.eu](mailto:alexandre.mallard@minesparis.psl.eu), [alain.nadai@cnr.fr](mailto:alain.nadai@cnr.fr)